



PRÉFÈTE DE L'ESSONNE

PREFECTURE  
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES  
BUREAU DES ENQUETES PUBLIQUES,  
DES ACTIVITES FONCIERES ET INDUSTRIELLES

**ARRÊTÉ**

**n° 2016.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/620 du 10 août 2016  
mettant en demeure la Société de Manutention de Carburants Aviation (SMCA)  
de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral  
n°2014-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/838 du 18 novembre 2014  
pour son établissement situé à PARAY-VIEILLE-POSTE**

**LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE**  
**Chevalier de la Légion d'honneur,**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite,**  
**Chevalier du Mérite Agricole,**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 21 avril 2016 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, en qualité de préfète de l'Essonne,

VU le décret du 20 novembre 2014 portant nomination de M. David PHILOT, en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

VU le décret du 16 janvier 2015 portant nomination de Mme Chantal CASTELNOT, en qualité de sous-préfète de Palaiseau,

VU l'arrêté préfectoral n° 2016-PREF-MCP-042 du 6 juin 2016 portant délégation de signature à M. David PHILOT, Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté préfectoral n°2016-PREF-MCP-043 du 6 juin 2016 portant délégation de signature à Mme Chantal CASTELNOT, Sous-Préfète de Palaiseau,

VU l'arrêté préfectoral n°93.2407 du 29 juin 1993 portant imposition de prescriptions applicables aux installations exploitées par la Société de Manutention des Carburants Aviation (SMCA) à PARAY-VIEILLE-POSTE – Aéroport d'Orly – Bâtiments 415, 416, 417, 424 et 425,

VU l'arrêté préfectoral n° 2013-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/385 du 9 août 2013 portant imposition de prescriptions complémentaires à la Société de Manutention des Carburants Aviation (SMCA) pour l'exploitation du dépôt de liquides inflammables situé aux bâtiments n°415, 416, 417, 424 et 425 de l'aéroport d'Orly Sud sur la commune de PARAY-VIEILLE-POSTE,

VU l'arrêté préfectoral n°2014-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/838 du 18 novembre 2014 portant imposition de prescriptions de mesures immédiates prises à titre conservatoire à la Société de Manutention de Carburants Aviation (SMCA) pour l'exploitation du dépôt de liquides inflammables situé aux bâtiments n° 415, 416, 417, 424 et 425 de l'aéroport d'Orly Sud sur la commune de PARAY-VIEILLE-POSTE,

VU la lettre de la direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France en date du 12 janvier 2016 mettant à jour la situation administrative comme suit :

- 4734-2.a (A) (avec bénéfice de l'antériorité) : Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant :

2. pour les autres stockages :

a) supérieure ou égale à 1 000 t

Jet A1 (densité 0,84)

9 bacs de stockages :  $9 \times 1020 = 9180 \text{ m}^3$

2 cuves de purge :  $2 \times 100 = 200 \text{ m}^3$

Soit 7 880 tonnes

n°1434-2 (A) : Liquides inflammables, liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C, fiouls lourds, pétroles bruts (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-services visées à la rubrique 1435)

2 – Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de ces liquides soumis à autorisation

10 pompes de 150 m³/h pour le transfert du carburant à

- 2 postes d'essai des oléoserveurs,

- l'oléoréseau

Un poste de chargement de véhicules-citerne

n°4511 (NC) : Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.

La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t

Additif (densité 0,92)

0,8 m³ soit 0,74 tonnes

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 23 mai 2016, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 16 mars 2016, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 27 mai 2016 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 7 juin 2016,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 11 juillet 2016 faisant suite à ces observations,

CONSIDERANT que l'inspecteur a constaté que l'exploitant ne respecte pas les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral n°2014-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/838 du 18 novembre 2014 susvisé :

- le 5<sup>e</sup> point de l'article 1<sup>er</sup> : l'exploitant détermine l'étendue du panachage de pollution,
- le 6<sup>e</sup> point de l'article 1<sup>er</sup> : l'exploitant évalue l'impact environnemental lié à la pollution engendrée au regard des usages des sols et de la nappe,
- le 7<sup>e</sup> point de l'article 1<sup>er</sup> : l'exploitant propose un plan de gestion en vue de traiter la pollution,
- le 3<sup>e</sup> item de l'article 2 : les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire,
- l'article 3 : gestion des déchets liés au sinistre,

CONSIDERANT que les éléments transmis par l'exploitant par courrier du 7 juin 2016 susvisé demeurent incomplets pour répondre aux dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral n°2014-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/838 du 18 novembre 2014 susvisé :

- les 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, et 7<sup>e</sup> points de l'article 1<sup>er</sup>,
- l'article 3,

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'arrêté préfectoral n°2014-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/838 du 18 novembre 2014 susvisé,

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la Société de Manutention de Carburants Aviation (SMCA) de respecter ces dispositions, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511 -1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** La Société de Manutention de Carburants Aviation (SMCA), dont le siège social est situé Chennevières Lès Louvres BP 19 à LOUVRES (95380), exploitant un dépôt de liquides inflammables sis Aéroport d'Orly à PARAY-VIEILLE-POSTE (91550), est mise en demeure de respecter :

**avant le 30 septembre 2016 :**

- les 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, et 7<sup>e</sup> points de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n°2014-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/838 du 18 novembre 2014 susvisé,
- l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°2014-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/838 du 18 novembre 2014 susvisé.

**ARTICLE 2 :** Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3 : Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES), dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

### **ARTICLE 4 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la préfecture,

Les inspecteurs de l'environnement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la Société de Manutention de Carburants Aviation (SMCA), et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information à Madame la Sous-Préfète de Palaiseau et à Monsieur le Maire de PARAY-VIEILLE-POSTE.

Pour la Préfète, et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
La Sous-Préfète de Palaiseau,

  
Chantal CASTELNOT

